

DANS L'ACTUALITE du 17 au 20 janvier 2014

Textes officiels

JORF n° 0015 du 18 janvier 2014

[Arrêté du 17 janvier 2014 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle](#)

Projet de loi

Projet de loi ALUR adopté en 2^e lecture par l'Assemblée Nationale le 16 janvier 2014

[Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, adopté avec modifications en 2e lecture par l'Assemblée nationale le 16 janvier 2014 TA n° 274](#)

Le projet de loi ALUR revient en seconde lecture au Sénat à compter du 29 janvier 2014.

Réponse ministérielle

Prise en compte de critères de développement durable dans les marchés publics

[Rép. min. n° 4715, JOAN du 14 janvier 2014](#)

Délai global de paiement

[Rép. min. n° 10716, JOAN du 14 janvier 2014](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

« En 2014, le pipeline des PPP devrait être réduit mais plus sécurisé et mieux hiérarchisé »

[Finie l'époque foisonnante des PPP. Après un cru 2013 modeste, 2014 s'annonce également comme une année calme pour ces contrats.](#)

Source : le moniteur du 17/01/2014

Urbanisme

Projet de loi Alur : le compromis voté à l'Assemblée sur le PLUi irrite les élus ruraux

L'Assemblée nationale a approuvé le 16 janvier en deuxième lecture le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (Alur). Les débats ont encore été très vifs sur le transfert au niveau intercommunal de la compétence des communes sur les plans locaux d'urbanisme. Les députés ont finalement accepté l'idée que les communes puissent s'y opposer, sans cependant s'aligner sur la position du Sénat en première lecture, qui a voulu leur donner un quasi-droit de veto. Les maires ruraux ont aussitôt réagi en jugeant la position de l'Assemblée "inacceptable".

Source : localtis.info du 17/01/2014

Plans locaux d'urbanisme: l'Assemblée fait un pas vers le Sénat

Les députés ont accepté jeudi 16 janvier qu'à certaines conditions, les communes puissent bloquer le transfert de leurs compétences sur les plans d'urbanisme vers les intercommunalités, sans cependant s'aligner sur le Sénat qui veut leur donner un quasi droit de veto.

Source : le moniteur du 17/01/2014

Plans d'urbanisme: les petites villes en désaccord avec les villages

L'Association des petites villes de France (APVF), celles de 3.000 à 20.000 habitants, a estimé vendredi 17 janvier, contrairement à celle des maires ruraux, que les députés avaient trouvé un "point d'équilibre" sur le transfert aux intercommunalités du Plan local d'urbanisme (PLU).

Source : la gazette des communes du 17/01/2014

PLUI : les petites villes saluent le « compromis » de l'Assemblée, les maires ruraux crient au scandale

Alors que les députés ont choisi d'assouplir le « droit de veto » accordé par le Sénat aux communes souhaitant faire barrage au transfert du plan local d'urbanisme (PLU) aux intercommunalités, l'Association des petites villes s'est félicitée du compromis trouvé. Mais les maires ruraux le jugent « inacceptable ».

Source : le Courrier des maires du 17/01/2014

Les drives et les périphéries tirent la production d'immobilier commercial

D'après une étude de Procos, publiée le 16 janvier 2014, le volume de surfaces commerciales autorisées a baissé de 6% en 2013. En revanche, la tendance est à la hausse si on y ajoute les projets de moins de 1.000 m², qui ne nécessitent pas d'autorisation, et les drives. Les projets de centres-commerciaux en centre-ville passent quant à eux de 14% en 2012 à 11% en 2013.

Source : localtis.info du 17/01/2014

Foncier : les aménageurs proposent trois mesures d'urgence

A l'occasion de la présentation des vœux du Syndicat national des aménageurs lotisseurs (Snal), son président Roger Bélier a appelé les pouvoirs publics à prendre très rapidement trois mesures fortes pour relancer la production de foncier, et donc la construction de logements à moindre prix.

Source : le moniteur du 17/01/2014

Le Conseil économique, social et environnemental veut refonder les zones franches urbaines

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) propose, dans un avis voté le 15 janvier 2014, de refonder le dispositif des zones franches urbaines (ZFU) qui devrait devenir une composante du contrat de ville.

Source : lecese.fr du 15 janvier 2014

Environnement

L'Union sociale pour l'habitat et l'OPQIBI partenaires pour la rénovation énergétique des HLM

Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat et Yann Aselmeyer, président de l'OPQIBI, ont signé fin 2013, un accord-cadre de partenariat pour renforcer leur coopération, faire progresser la qualité des constructions et développer le professionnalisme des prestataires d'ingénierie.

Source : le moniteur du 17/01/2014

Littoral : deux nouvelles mesures contre l'érosion galopante des côtes

[Le gouvernement a annoncé le 16 janvier des mesures destinées à planifier les futurs déplacements d'activités et de biens exposés, le long des côtes françaises, au risque croissant d'inondations et de submersion dans les années à venir.](#)

Source : localtis.info du 17/01/2014

Collectivité territoriale

Projet de loi Lamy : le point sur les amendements adoptés par les sénateurs

[Zoom sur les amendements au projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine adoptés par le Sénat mercredi 15 janvier. Des amendements venus de la gauche et du centre, essentiellement destinés à rassurer les parlementaires encore sceptiques. Rien qui ne pourrait provoquer de longs débats en commission mixte paritaire...](#)

Source : localtis.info du 17/01/2014

Vu dans les revues

Le courrier des maires et des élus locaux n° 274 – décembre 2013 cahier n° 70, *50 questions : Le droit de préemption*, par Julie Sarassat, Vanina Ferracci, Katia Leselbaum-Benhammou et Julie Mendès-Bêteille

Contrats publics – Actualités Moniteurjuris n°139 – janvier 2014 p.78, *Indemnisation du candidat irrégulièrement évincé : l'exigence d'un lien de causalité entre les irrégularités et les préjudices invoqués*, par Yann Simonnet

Presse

Millefeuille territorial : Hollande précise son projet de réforme

[Le chef de l'Etat est favorable au maintien des départements, sauf dans les métropoles. Les régions seront dotées de prérogatives accrues par la loi.](#)

Source : les Echos du 20/01/2014

Erosion du littoral : l'Etat prend la mesure du danger

Le gouvernement lance un vaste programme d'auscultation des côtes.
Il s'agit d'identifier les zones où il faudra tôt ou tard déplacer les populations.

Source : les Echos du 20/01/2014

Stéphane Costa : « Les vrais problèmes sont à venir »

Faut-il relocaliser les populations et des activités situées sur le littoral ?
L'érosion côtière a rattrapé l'urbanisation qui s'est développée trop près du rivage jusque
dans les années 1980 avant la loi littoral.

Source : les Echos du 20/01/2014

Angers modernise les berges de la Maine pour séduire étudiants et entreprises

Si Angers est connue pour son château et conserve une image de ville historique, la capitale
du Maine-et-Loire est aussi l'un des premiers pôles universitaires de France, avec près de 35
000 étudiants pour près de 300 000 habitants.

Source : le Monde du 19/01/2014

Les difficultés juridiques et politiques des fusions entre collectivités locales

L'exécutif veut inciter les régions à fusionner pour faire des économies. Les départements de
la banlieue parisienne pourraient être supprimés.

Source : le Monde du 18/01/2014

Les centres commerciaux ont souffert en 2013

L'activité des enseignes de biens culturels implantées dans les « malls » a fortement chuté.

Source : les Echos du 17/01/2014